



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Syrie

Question au Gouvernement n° 3653

Texte de la question

SYRIE

M. le président. La parole est à Mme Martine Aurillac, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire Mme Martine Aurillac. Ma question s'adresse à M. le ministre d'État, Alain Juppé.

Depuis plusieurs mois, monsieur le ministre, la Syrie connaît des troubles extrêmement graves, ainsi que la sanglante répression, encore avant-hier, d'une révolte aux enjeux beaucoup plus sociaux que confessionnels, qui aurait déjà fait plus de 3 500 morts.

Notre représentation à Damas, ambassade et résidence, vient de faire l'objet d'attaques inadmissibles, et vous avez réagi avec la fermeté qui s'impose, mais, au-delà, la communauté internationale s'inquiète de plus en plus, et à juste titre, de la situation très complexe de ce pays, qui semble s'enfoncer dans une guerre civile à peine larvée.

Le Conseil de sécurité est bloqué. Dans ce contexte, la Ligue arabe et l'Union européenne tentent de peser de leur poids pour obtenir le départ du président alaouite Bachar Al-Assad, et l'établissement d'un nouvel équilibre, avec une opposition extrêmement divisée.

Pouvez-vous faire le point sur cette crise, nous dire quels sont les efforts de la France et les raisons d'espérer quelque progrès ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Depuis des mois, madame la députée, la France ne cesse de condamner la répression en Syrie. Vous l'avez dit, plus de 3 500 morts, 200 depuis le début du mois de novembre, des dizaines de milliers de prisonniers et un peuple admirable, qui continue son combat en refusant la violence.

J'ai été l'un des tout premiers à appeler au départ de Bachar Al-Assad. Nous avons apporté notre soutien à l'opposition, dont j'ai rencontré les principaux responsables ici à Paris. Avec les Européens, nous avons déjà appliqué neuf trains de sanctions, embargo sur les armes, embargo sur les importations de pétrole, interdiction de livraisons de billets à la Banque centrale syrienne. Aux Nations unies, nous avons essayé de faire adopter un projet de résolution, qui s'est heurté à l'opposition russe. Nous sommes en train de travailler à l'Assemblée générale avec la Ligue arabe pour faire adopter un projet de résolution, et nous soutenons la commission d'enquête de la Commission des droits de l'homme.

Le régime s'entête. De nouvelles violences ont eu lieu en Syrie, ce qui m'a amené à fermer nos agences consulaires d'Alep et de Lattaquié, nos instituts culturels, et à rappeler notre ambassadeur à Paris.

Un tournant vient sans doute d'être pris avec les décisions de la Ligue arabe, qui a suspendu la Syrie et pris des sanctions économiques et politiques, et qui invite l'opposition au Caire. Une réunion de la Ligue arabe a lieu aujourd'hui même à Rabat. Le roi de Jordanie vient d'appeler Bachar Al-Assad à quitter le pouvoir, et la Turquie durcit ses sanctions.

Vous voyez donc que l'étau se resserre autour de ce régime totalement autiste, qui continue à pratiquer une répression sanglante. Le peuple syrien, j'en suis convaincu, va gagner son combat, et la France continuera à tout faire pour l'y aider. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Martine Aurillac](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3653

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 17 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 novembre 2011